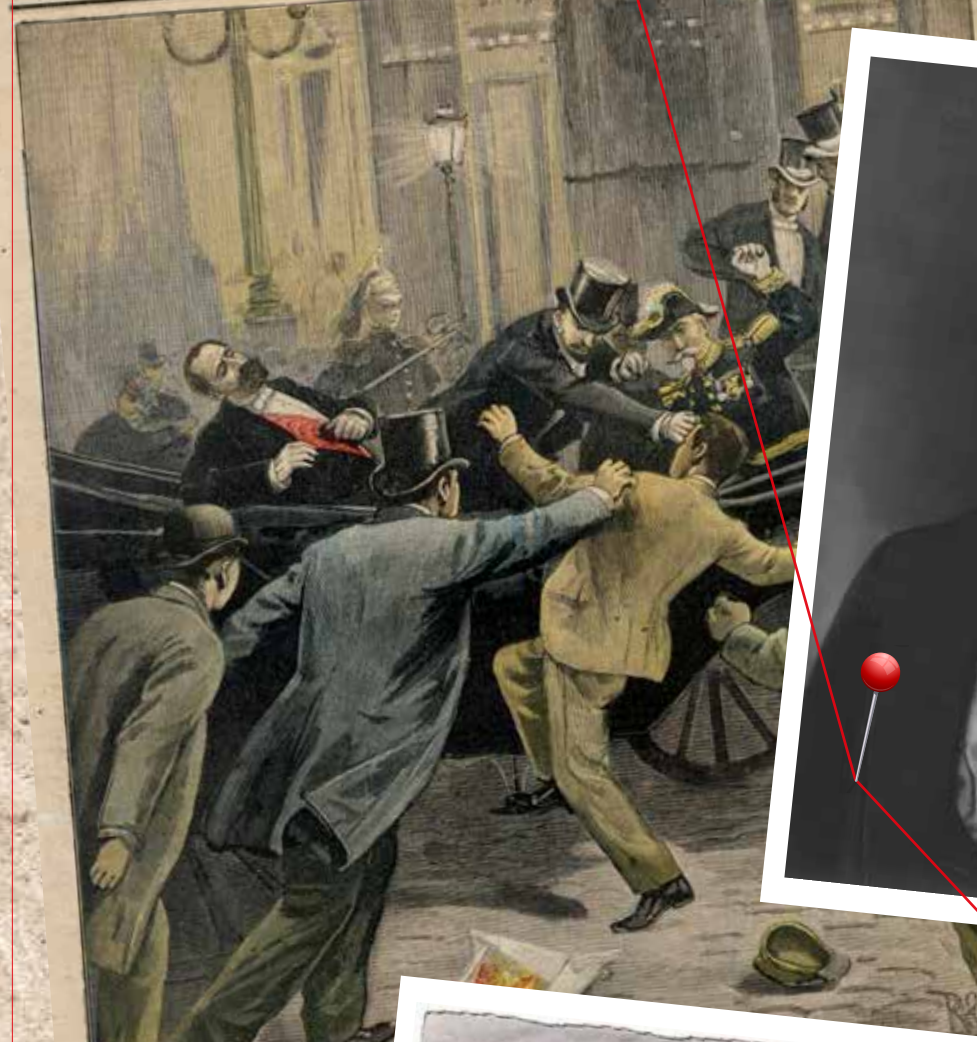




Un loup solitaire?
Un attentat monarchiste?
Un coup des anarchistes?
Des boulangistes?
Des communards?



QUI VEUT LA MORT DU PRÉSIDENT CARNOT?

Le 24 juin 1894, l'attentat contre le président Sadi Carnot bouleverse la France. S'agit-il d'un complot ou d'un acte isolé? Plus d'un siècle plus tard, l'affaire continue d'intriguer les historiens. Enquête au cœur des peurs et des violences de la Troisième République.

Par Christophe Migeon

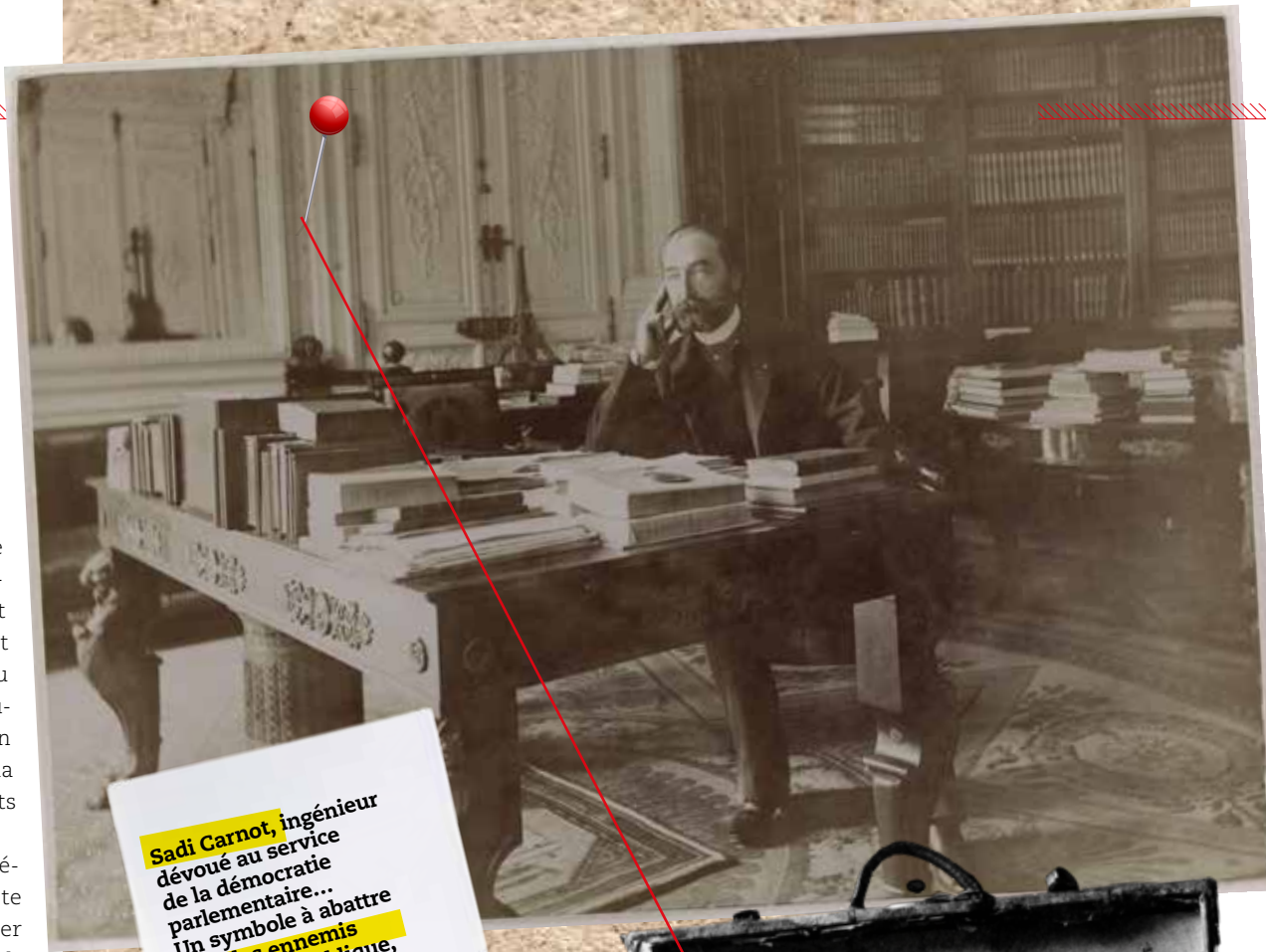


RAVACHOL ARRETE © MARY EVANS/BRIDGEMAN IMAGES. PORTRAIT DE SADI CARNOT CCO. POIGNARD DE SANTO CASERIO © FOR EXPOSITION DE LYON 1894 © BRIDGEMAN IMAGES. SADI CARNOT © MEMENTO IMAGES/AURIMAGES. SADI CARNOT EXAMINANT LES PLANS DE LA NOUVELLE SORBONNE CCO.



Depuis le mois de mai, l'Exposition internationale et coloniale, installée dans le parc de la Tête d'or, à Lyon, fait la une des journaux. C'est un triomphe populaire – des dizaines de milliers de visiteurs s'y pressent chaque jour pour admirer les pavillons exotiques, les produits des colonies françaises, les dernières innovations de l'industrie du pays. C'est aussi une véritable résurrection pour cette France sortie fracassée de la guerre de 1870, encore fragile et isolée sur la scène internationale. Mais ce 24 juin 1894, l'excitation est à son comble : la visite attendue du président de la République a fait fleurir dans les rues drapeaux tricolores, guirlandes et lampions. Dès le matin, une foule endimanchée s'est massée sur les grands boulevards et les quais du Rhône pour acclamer la figure débonnaire et rassurante de Sadi Carnot. Ce dernier visite l'exposition dans l'après-midi avant de se rendre au Palais de la bourse pour assister au banquet de mille couverts dressé en son honneur par la municipalité.

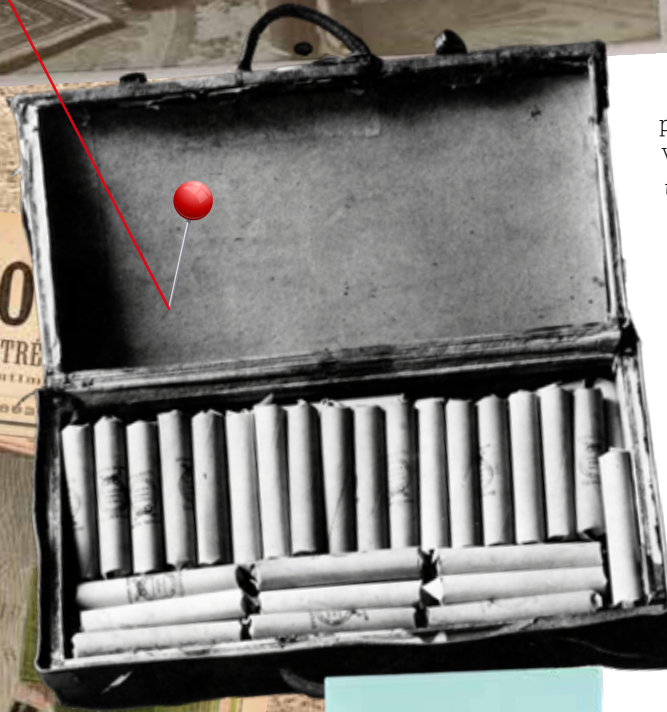
Après ces fastueuses agapes, vers 21 h 15, le président prend place dans une calèche découverte pour rejoindre le Grand Théâtre où doit se jouer une représentation d'*Andromaque*. La liesse redouble lors du passage du cortège présidentiel rue de la République. On grimpe jusque dans les lampadaires pour apercevoir le "grand homme". Les acclamations et les vivats montent des trottoirs, les chapeaux et les cannes se lèvent, les orchestres jouent des marches patriotiques. Sadi Carnot, souriant dans sa voiture découverte, salue la foule qui l'applaudit... jusqu'au moment où un jeune homme à casquette s'élance sur la chaussée, un imprimé à la main, et monte sur le marchepied du landau. Tout se joue en une fraction de seconde. Le président tend le bras vers ce qu'il pense être une pétition qu'on lui remet, mais le papier dissimule un poignard qui d'un coup vient se ficher dans son ventre juste en dessous des côtes. "Je suis blessé !" s'exclame-t-il avant de s'effondrer sur son siège tandis que l'agresseur prend la fuite en criant "Vive l'anarchie !" Il n'ira pas très loin. Il ne faut pas moins d'une dizaine de gardiens de la paix pour l'extirper des mains d'une foule vengeresse... qui a tout de même eu le temps de lui casser trois ou quatre dents. Quand on apprend que l'agresseur vient de l'autre côté des Alpes, une vague de xénophobie submerge la région lyonnaise : des commerces italiens sont pillés, des appartements saccagés, même le consulat est menacé et seule l'intervention de l'armée permet de rétablir l'ordre. Près de 3 000 Italiens se voient contraints de quitter Lyon et les environs pour regagner Milan sous escorte de la gendarmerie.



Sadi Carnot, ingénieur dévoué au service de la démocratie...
Un symbole à abattre pour les ennemis de la III^e République, de l'extrême gauche à l'extrême droite.



Qui veut renverser l'ordre bourgeois par la violence et les attentats ?
Ravachol et les anarchistes.



La République a été frappée en son sommet. Transporté à la préfecture, le président succombe vers 0 h 35 après trois heures d'agonie et une laparotomie – une incision de l'abdomen – pratiquée sans anesthésie afin de stopper l'hémorragie. L'autopsie révèle que l'unique coup de poignard a déchiré le foie sur dix centimètres et sectionné par deux fois la veine porte – une lésion quasi inopérable, même avec les moyens chirurgicaux modernes. Le malheureux Sadi Carnot n'avait aucune chance. Le corps embaumé est rapatrié par le train

à Paris et exposé sur un lit de parade dans le Grand Salon de l'Élysée. Entre le 26 et le 30 juin, près de 200 000 personnes viennent lui rendre un dernier hommage, et le cortège de ses funérailles, le 1^{er} juillet, en rassemble plus de deux millions, soit autant que celles de Victor Hugo neuf ans plus tôt. "Il n'avait pourtant pas une tête à mourir comme Henri IV, ce grand médiocre", écrivent les frères Goncourt, furieux de voir l'assassinat éclipser la parution d'un nouveau volume de leur journal. Mais quoi qu'en disent ces grincheux, l'homme jouissait d'une réelle popularité. Alors, pourquoi avoir fait disparaître ce serviteur de l'État dont tous s'accordaient à reconnaître la grande probité et la haute stature morale ?

UN DRÔLE DE PRÉNOM

Rejeton d'une illustre dynastie républicaine, Marie François Sadi Carnot semble dès sa naissance voué au service public : héritier d'un nom prestigieux et d'une tradition politique exigeante, il a naturellement répondu à cet appel du devoir qui guide les siens depuis des générations. Il doit ce drôle de prénom à son grand-père Lazare Carnot, l'illustre "organisateur de la Victoire" des armées de la Révolution et grand admirateur du poète persan médiéval Saadi de Chiraz, chantre des femmes, du vin et des roses. Son père Hippolyte a été ministre de l'Instruction publique, en 1848, puis député et sénateur. Avec un tel pedigree, il ne fallait pas moins sortir major de Polytechnique et de l'École des ponts et chaussées, réaliser plusieurs grands ouvrages avant d'entrer à son tour en politique : député de la Côte-d'Or à partir de

1871, préfet de la Seine-Inférieure, puis ministre des Travaux publics (1879-1880) et ministre des Finances (1885-1886). Lorsque Jules Grévy est contraint à la démission de la présidence en 1887 à cause de son gendre compromis dans un trafic de Légion d'honneur mis en place depuis

"TU PEUX TE
TERRER DANS
TON REPAIRE
DE BANDITS,
SADI LE TUEUR.
LA JUSTICE DU
PEUPLE IRA T'Y
FRAPPER!"

l'Élysée, Clemenceau, chef du clan anticolonialiste, soutient Carnot, républicain modéré, contre Jules Ferry, promoteur de l'Empire colonial. Élu largement au second tour en décembre 1887, le nouveau président ne se distingue guère par son éloquence ou son charisme – ce qui lui vaut le surnom peu flatteur de "grand dadaï". Mais la République a surtout besoin

d'une figure honnête et consensuelle.

Le pays traverse en effet une période difficile. La crise économique – la Grande Dépression – fait des ravages et entretient l'agitation politique et sociale. Dès le début de son mandat, le nouveau président doit faire face au boulangisme, un mouvement populiste qui réunit les mécontents du régime, du parti radical aux courants nationaliste, bonapartiste et monarchiste, et qui manque de s'emparer du pouvoir par la force en 1889. Puis c'est le scandale de Panama et la révélation d'un vaste système de corruption d'hommes politiques et de directeurs de journaux qui ébranle à son tour le régime...

Pourtant, contre toute attente, l'attentat du 24 juin 1894 n'est pas le fait de l'extrême droite anti-républicaine. Car la menace la plus redoutable vient sans aucun doute de la montée de l'agitation anarchiste. Depuis la moitié du XIX^e siècle, ce courant révolutionnaire rejette toute forme d'autorité politique et aspire à une société affranchie de l'État. Il recrute dans les milieux les plus divers, mais trouve un écho particulier parmi les franges les plus précaires du monde ouvrier et chez certains intellectuels en rupture avec l'ordre établi. "L'anarchie, c'est la guerre des dépossédés contre les dépossesseurs, la guerre des maigres contre les gros, la guerre de la vie contre la mort", clame le peintre Camille Pissarro. Dans les tavernes et les cafés enfumés des grandes villes, étudiants, artisans et ouvriers débattent avec ferveur des thèses radicales défendues par Pierre Kropotkine et Mikhaïl Bakounine, qui prônent l'abolition de l'État et l'avènement d'une société fondée sur l'entraide et la liberté individuelle. On y dévore les pages séditeuses de *L'intransigeant*, de *La Révolte* ou du *Père Peinard*. "Depuis la répression de la Commune, la gauche

désespère de voir advenir la révolution, rappelle Anne-Sophie Chambost, professeure d'histoire du droit et des institutions à Sciences Po Lyon. Après s'être longtemps contentés de propager leurs idées par la parole ou par l'écrit, certains militants, vers la fin des années 1870, se tournent vers la 'propagande par le fait', soit le fait insurrectionnel, l'action violente censée hâter la chute de l'ordre social existant." Devant l'impuissance des mots, gouvernants, magistrats, policiers, bourgeois et autres "cochons de capitalistes" deviennent la cible d'agressions ou de tentatives d'assassinat. Entre 1892 et 1894, une vague d'attentats sans précédent déferle sur la France. À sa tête émerge la figure de Ravachol, premier militant anarchiste à être conduit à la guillotine et bientôt élevé au rang de martyr christique.

UN "ROCHER RÉPUBLICAIN"

Au cœur de cette tempête de scandales et de contestations, Sadi Carnot fait front. Il finit par incarner le "rocher républicain" sur lequel viennent se briser les assauts conjugués des intrigues politiques, des crises financières et des violences anarchistes. Les lettres de menaces à l'encontre du président de la République, suprême représentant de l'autorité honnie, se multiplient et ne laissent planer aucune ambiguïté sur le sort qu'on lui réserve. "Tu peux t'entourer de mouchards en bourgeois, de policiers en livrée. Tu peux te terroriser dans ton repaire de bandits, rien n'y fera, Sadi le tueur. La justice du peuple ira t'y frapper s'il le faut. Car c'est maintenant ta peau qu'on va viser, crapule!" fulmine une affichette diffusée le 6 février 1894. Deux jours auparavant en effet, Auguste Vaillant a été guillotiné pour avoir lancé une bombe dans l'enceinte de la chambre des députés.

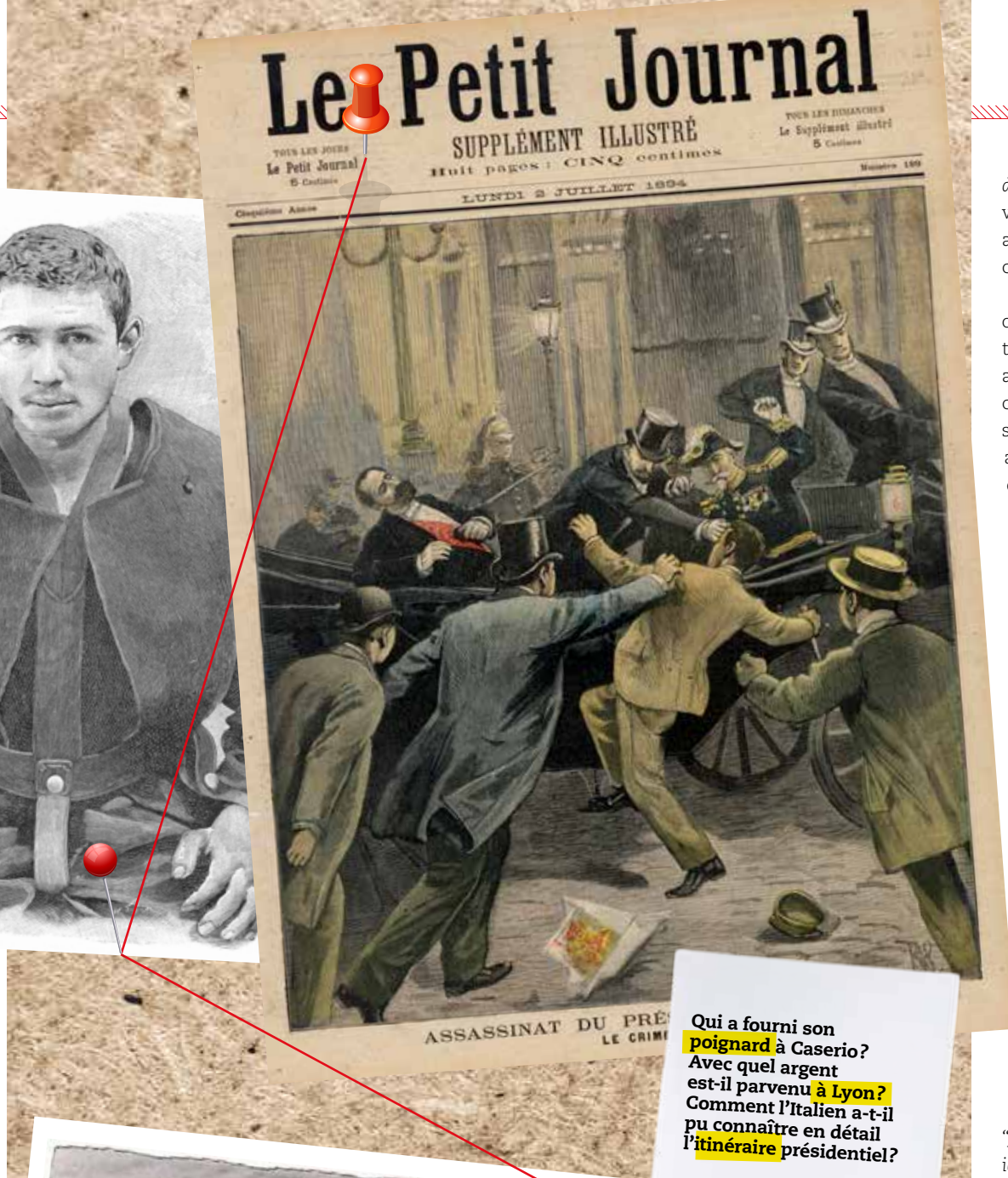
L'attentat a fait quelques blessés, mais aucun mort. Alors qu'une cinquantaine de députés ont signé une pétition pour épargner la vie de l'anarchiste – la presse s'émeut notamment du sort de sa fillette déjà privée de mère –, Carnot refuse sa grâce et passe désormais dans une partie de l'opinion pour un être cruel et sans cœur. Le dessinateur Caran d'Ache le caricature sous les traits d'un personnage mécanique et le surnomme "l'homme de bois". Les anarchistes lui ont collé une cible sur le dos, comme cette lettre anonyme qui l'avertit sans détour: "Sadique Carnot, lorsque vous irez en province, vous n'en reviendrez plus. La vengeance vous attend, car vous avez fait guillotiner le pauvre Vaillant."

"Après cet attentat, précise Anne-Sophie Chambost, une série de lois répressives – les "lois scélérates", selon l'opposition socialiste – est votée par la chambre, fin 1893. La première modifie la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Elle poursuit non seulement les acteurs, mais aussi les penseurs de l'anarchie. Désormais, il suffit de défendre une idée pour être condamné, même si personne ne passe à l'acte. La seconde élargit la définition de l'association de malfaiteurs et permet d'inculper tout membre ou sympathisant sans distinction."

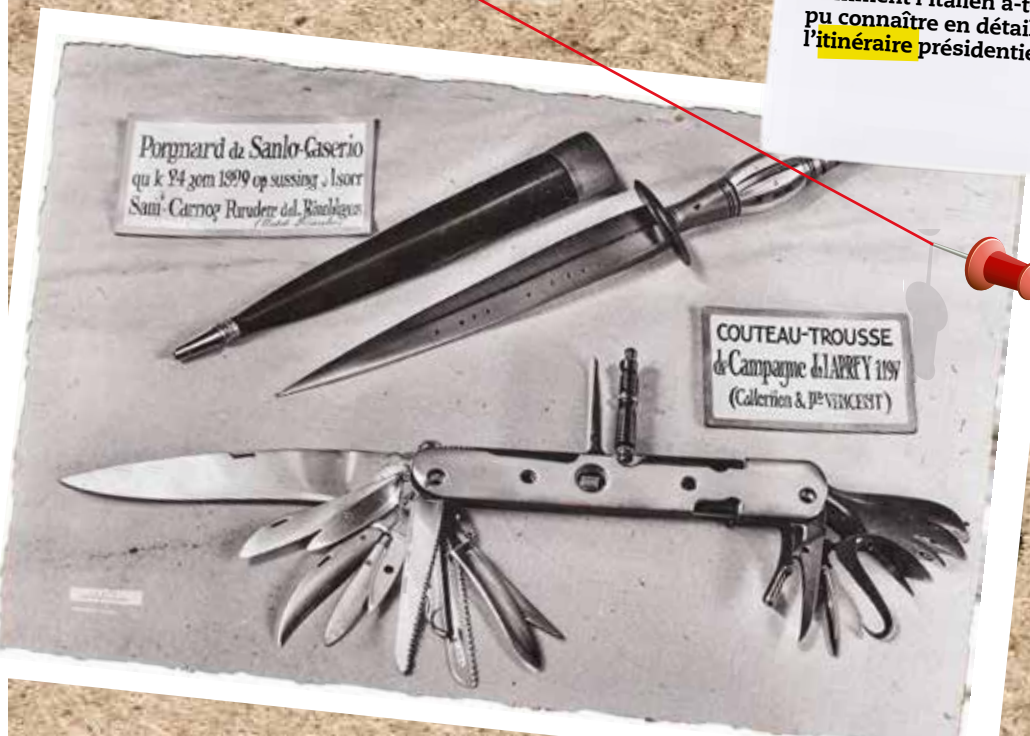
C'est dans ce climat de tension et de haine recuite qu'un jeune boulanger lombard, en France depuis un an à peine, décide de passer à l'acte. Qui est donc Sante Geronimo Caserio? Quelles convictions, quelles colères ont pu conduire cet Italien de 20 ans à frapper le chef de l'État français? Derrière le geste qui va bientôt bouleverser le pays se dessine l'itinéraire d'un militant radicalisé, nourri de misère sociale, d'idéaux révolutionnaires et d'un ardent désir de vengeance. Benjamin d'une fratrie de cinq enfants, il a été placé en apprentissage à Milan dès ses 13 ans. Seul dans son dénuement, il apprend vite à haïr les

riches. Gagné par les idées anarchistes, il en a 18 quand il se fait arrêter pour avoir distribué à des soldats une brochure les invitant à la désobéissance et à la désertion. Condamné à 8 mois de prison, il est relâché alors qu'il fait appel et en profite pour fuir l'Italie. Il trouve refuge d'abord en Suisse, puis en France, à Lyon, et enfin à Sète. Il y a trouvé un emploi de boulanger, et comme il ne

boit pas, il semble fort apprécié de son patron. Ce qui ne l'empêche pas de fréquenter l'arrière-salle du café du Gard, repaire du seul groupe anarchiste de la ville, où il se fait des camarades, joue à la manille et refait le monde lors de son temps libre. Ces mauvaises fréquentations attirent sur lui l'attention de la police qui, sur sa fiche de renseignement, le soupçonne de "tenir



Qui a fourni son poignard à Caserio? Avec quel argent est-il parvenu à Lyon? Comment l'Italien a-t-il pu connaître en détail l'itinéraire présidentiel?



des raisonnements d'anarchiste assez militant". En janvier 1894, la perquisition de sa chambre n'ayant révélé aucun explosif et l'enquête n'ayant mis au jour aucun complot, les autorités renoncent à l'expulser.

La veille de l'attentat, il se dispute pour des raisons obscures avec son patron et lui rend soudain son tablier. En fin de matinée, il va chez un armurier et achète 5 francs un poignard espagnol effilé, puis file chez l'une de ses connaissances, Ernest Saurel, qui lui sert d'interprète avec les militants du coin. Celui-ci affirmera plus tard que Caserio n'a abordé avec lui que la dispute avec son patron et qu'il prenait le train pour trouver du travail à Montpellier. À 15 heures, il monte effectivement dans le train de Montpellier... mais poursuit jusqu'à Vienne après avoir changé plusieurs fois, sans doute pour éviter toute filature. Est-ce aussi pour cette raison qu'il fait à pied dans la matinée et en début d'après-midi du 24 juin les 30 derniers kilomètres pour rejoindre Lyon? Ou par manque d'argent? Ce jour-là, il demande de l'eau dans les faubourgs vers 15 heures, puis on perd sa trace jusqu'au moment de l'attentat. Durant ce laps de temps, a-t-il été aidé et placé au bon endroit du cortège présidentiel par un petit groupe d'anarchistes lyonnais?

ANARCHISTE JUSQU'AU BOUT

Lors de l'instruction diligentée dès le 24 au soir par le juge Benoist, Caserio affirmera, comme le veut le code d'honneur anarchiste, avoir agi seul. Après neuf interrogatoires en tête à tête avec le juge, il est renvoyé dès le 16 juillet devant les assises et comparaît les 2 et 3 août. Son avocat, maître Alfredo Podreider, tente de plaider le coup de folie, mais Caserio le met en garde: "J'accepte de vous une défense si elle peut correspondre à un idéal anarchiste." Il peut sembler étonnant que ni le juge d'instruction ni le juge de cour d'assises n'aient demandé d'expertise psychiatrique. Face à cette ligne de défense, Podreider jette l'éponge et il est remplacé par un avocat commis d'office. Durant les treize heures d'audience, Caserio n'élude aucune question. Il fait déjà savoir qu'il ne se pourvoira pas en cassation et ne demandera aucune grâce au nouveau président de la République Jean Casimir-Perier.

Après à peine quinze minutes de délibération, le jury condamne Caserio à la peine de mort. Quarante jours seulement se sont écoulés entre son arrestation et le verdict – une célérité qui peut surprendre aujourd'hui, mais qui n'a alors rien d'exceptionnel dans les affaires d'attentats anarchistes. Cette justice expéditive, soucieuse de frapper vite et fort afin de réaffirmer l'autorité de l'État, laisse dans l'ombre bien des aspects de l'affaire. À commencer par l'aide que

APRÈS 15 MINUTES DE DÉLIBÉRATIONS, LE JURY CONDAMNE CASERIO À LA PEINE DE MORT.

l'assassin aurait pu recevoir de la part de sympathisants anarchistes. Caserio était-il un loup solitaire ou le bras armé d'un complot patiemment ourdi dans les milieux révolutionnaires ?

"Je ne crois pas à une conspiration", réfute Anne-Sophie Chambost, qui est revenue sur cet attentat dans son livre *Jusqu'à la garde*. "Caserio est une personnalité isolée qui est dans un processus d'imitation. Ma conviction est qu'il obéit à un mouvement à la fois intuitif et désespéré." Il est vrai que les anarchistes privilégient d'habitude l'action individuelle. Caserio est seul lors de son voyage de Sète à Lyon, et au moment des faits, personne ne fait diversion ou n'intervient pour protéger sa fuite. Il serait aussi logique de penser qu'un complot digne de ce nom aurait procuré à son exécutant les moyens nécessaires pour mener à bien son entreprise. Or Caserio n'a pas suffisamment d'argent ni pour l'hôtel – il dort dans les gares ou sur un banc public – ni pour le train...

UN PROJET D'ASSASSINAT

Pourtant, plusieurs indices pourraient accréditer l'idée d'un complot. Ainsi, le marchand qui a vendu le poignard affirme dans un premier temps ne pas avoir eu affaire à Caserio lui-même, mais à un autre homme. Par ailleurs, vers la fin 1893, l'Italien a été hospitalisé quelques mois pour soigner une maladie vénérienne. Il avait alors pour voisin un soldat, Édouard Leblanc. Durant l'instruction, celui-ci affirme avoir vu plusieurs camarades anarchistes – dont Ernest Saurel que Caserio rencontre encore la veille de l'attentat – venir lui rendre visite et évoquer avec lui un projet d'assassinat du président de la République.

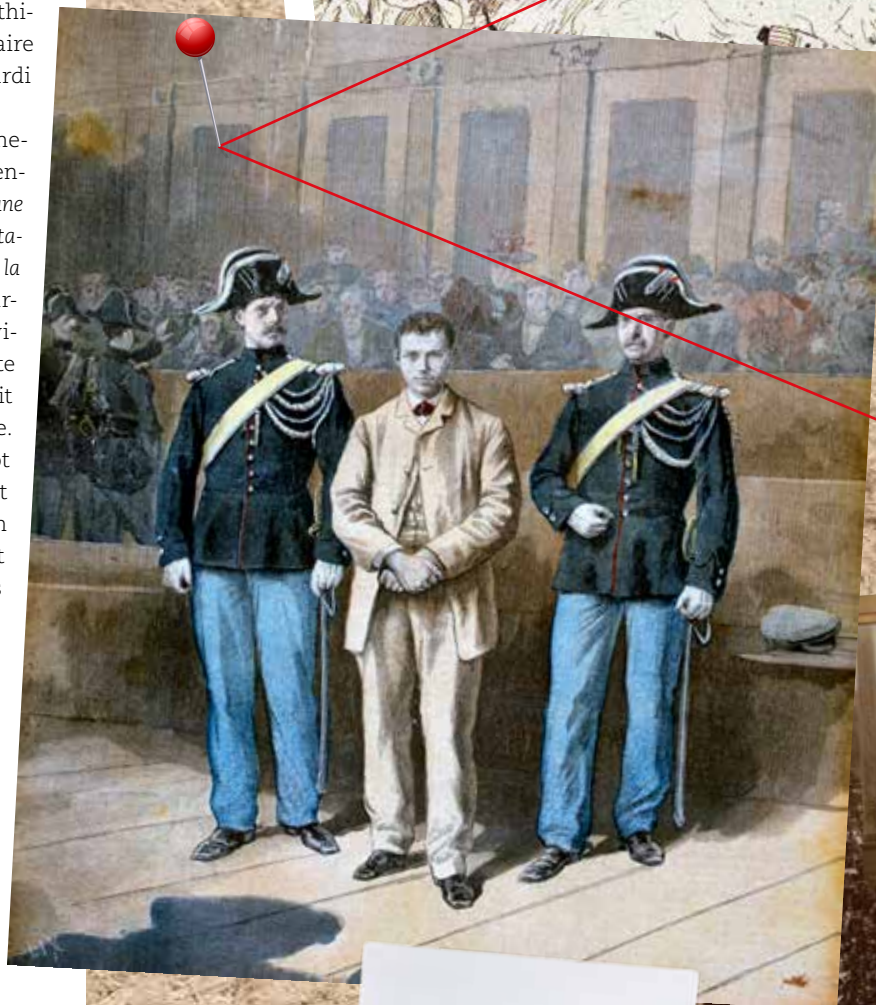
Mais Leblanc étant lui-même incarcéré pour insoumission, le juge Benoist écarte son témoignage d'un revers de main, estimant qu'il affabule dans l'espoir d'obtenir une réduction de peine. Il n'en reste pas moins qu'il est un peu étonnant qu'un jeune ouvrier étranger ait pu préparer seul un attentat d'une telle portée sans bénéficier au moins d'un soutien logistique ou moral. Faut-il mettre sur le compte du hasard



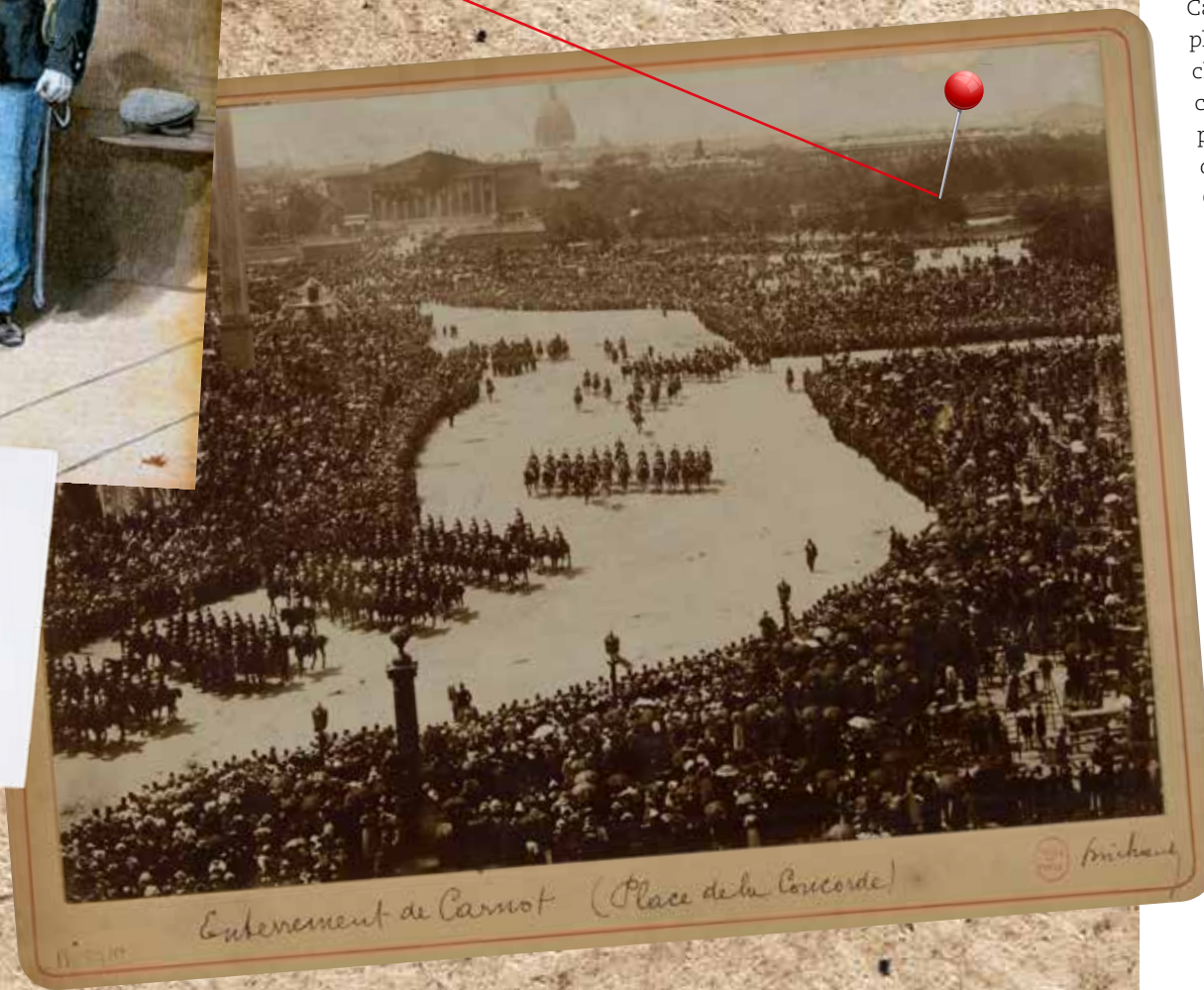
À LIRE

• Jusqu'à la garde, d'Anne-Sophie Chambost, éd. Libel, 2026.
• L'Anarchiste et son juge, de Pierre Truche, éd. Fayard, 1994.

Été 1894: l'attentat déclenche des émeutes anti-italiennes à Lyon et dans toute la France. La mort de Sadi Carnot fournit un prétexte idéal aux xénophobes pour s'en prendre aux étrangers. Un coup prémédité ?



Témoignages écartés, délibération tronquée... La police et la justice ont-elles volontairement bâclé l'enquête et le procès pour expédier Caserio à l'échafaud et rassurer une opinion publique scandalisée ?



le fait que Caserio se trouve au bon endroit et au bon moment sur le parcours du cortège ? "Le journal du jour donne tout le détail du parcours présidentiel, rétorque Anne-Sophie Chambost. Beaucoup d'autres auraient pu commettre l'attentat. Une série de hasards a fait que cela a été Caserio. Je pense que la police, qui était alors en train de s'organiser, avait tout intérêt à développer la théorie du complot pour obtenir des fonds. Mais elle n'a rien trouvé." On peut aussi raisonnablement concevoir que les autorités n'aient pas eu envie de reconnaître l'existence d'un réseau organisé qui aurait révélé les failles de la surveillance policière...

En tout cas, la thèse du complot étant écartée, c'est donc seul que, le 16 août 1894, Caserio est promptement poussé sur la bascule de la guillotine montée à l'angle du cours Suchet et de la rue Smith, à Lyon. L'implacable chute de la lame lui laisse à peine le temps de souffler un "Vive l'anarchie !" Fait rare en matière d'exécution publique, la foule applaudit. Car oui, ce brave président Carnot, tué dans l'exercice de ses fonctions, passe désormais pour un martyr, mort pour la France et ses valeurs, et les Français le pleurent. Loin d'avoir été ébranlée par l'assassinat de son président, la République ressort de l'épreuve plutôt renforcée, voire magnifiée.

L'une des premières conséquences du geste de Caserio est le vote d'une troisième loi venant compléter l'arsenal répressif contre le mouvement anarchiste, qui condamne désormais la provocation au crime même dans l'espace privé et qui interdit toute publication des débats lors des procès impliquant des anarchistes. Ainsi, la déclaration finale de Caserio au tribunal – qui dénonçait en termes virulents la misère ouvrière engendrée par l'opulence et la rapacité des bourgeois – ne sera pas publiée par la presse française. Scélérates ou non, ces lois font réaliser aux anarchistes que la "propagande par le fait" conduit, elle aussi, à une impasse. "L'État est le plus fort. Il leur faut trouver une autre façon d'agir pour sortir de ce cycle sans fin violence-loi répressive, indique Anne-Sophie Chambost. Conscients de la stérilité des attentats terroristes, ils vont tenter d'emprunter des voies légales pour parvenir à leurs fins en se réfugiant dans le syndicalisme, légalisé depuis 1884. La création en 1895 de la CGT, avec à sa tête un ancien anarchiste, est la meilleure illustration de cette conversion stratégique." Il s'agit de substituer à la violence individuelle et spectaculaire la puissance collective et organisée du monde ouvrier. L'émancipation des travailleurs, la disparition du salariat et du patronat devront s'accomplir par la cessation du travail. Et la grève générale va désormais remplacer la bombe et le poignard. •